***AIMY***

***Conditions légales***

CONDITIONS LÉGALES

Taileb Mélissa, Yousra Maktal, Imene Elghemrani, EL JRAOUI Asmaa

AIMY (Site Web) - Conditions Légales

### 

### **Dossier des conditions légales et lois juridiques pour le site AIMY**

Le développement et l’exploitation d’un site web tel qu’AIMY, dédié à la gestion des rendez-vous en ligne dans le domaine médical, doivent se conformer à plusieurs obligations légales et réglementations en vigueur. Ce dossier détaille les aspects juridiques à respecter pour garantir la conformité et la sécurité juridique de la plateforme.

#### **1. Protection des données personnelles (RGPD)**

L'application AIMY traite des données sensibles (nom, prénom, numéro de sécurité sociale, données médicales). Elle doit respecter les principes définis par le **Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)** :

* **Consentement explicite** : Collecte et traitement des données uniquement avec l'accord explicite des utilisateurs.
* **Droit d'accès, de rectification et de suppression** : Les utilisateurs doivent pouvoir consulter, modifier ou supprimer leurs données à tout moment.
* **Minimisation des données** : Collecte uniquement des informations strictement nécessaires à la prise de rendez-vous.
* **Sécurité renforcée** : Mise en œuvre de mesures techniques (chiffrement, authentification forte) pour protéger les données.

#### **2. Loi Informatique et Libertés (France)**

En complément du RGPD, AIMY doit respecter la **Loi Informatique et Libertés** :

* **Notification à la CNIL** : Déclaration ou autorisation de traitement de données auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).
* **Transparence** : Fournir une politique de confidentialité détaillée accessible depuis le site.

#### **3. Hébergement des données médicales**

Les données médicales sont considérées comme des données à caractère sensible. AIMY doit se conformer aux exigences suivantes :

* L’hébergement des données doit être assuré par un **hébergeur agréé HDS (Hébergeur de Données de Santé)**.
* Les données doivent être conservées en France ou dans un pays de l’UE respectant des normes similaires au RGPD.

#### **4. Accessibilité numérique**

AIMY doit répondre aux normes d’accessibilité pour garantir l’accès au site aux personnes en situation de handicap, conformément au **Référentiel Général d’Amélioration de l’Accessibilité (RGAA)** :

* Navigation compatible avec les lecteurs d’écran.
* Alternatives textuelles pour les images et vidéos.
* Conformité aux standards WCAG (Web Content Accessibility Guidelines).

#### **5. Loi sur la confiance dans l'économie numérique (LCEN)**

Pour répondre aux exigences de la **LCEN**, AIMY doit inclure :

* **Mentions légales obligatoires** :
  + Nom ou raison sociale de l’éditeur.
  + Coordonnées (adresse postale et électronique).
  + Nom de l’hébergeur.
* **Responsabilité éditoriale** : Contrôle du contenu et respect des droits d’auteur (images, textes, etc.).
* **Conditions générales d’utilisation (CGU)** : Définir les règles d’utilisation du site, les droits et responsabilités des utilisateurs.

#### **6. Droits des consommateurs**

Si AIMY inclut des services payants (location ou achat de rendez-vous dématérialisés), elle doit respecter les droits des consommateurs :

* **Droit de rétractation** : Permettre aux utilisateurs de se rétracter sous 14 jours après un achat.
* **Affichage clair des prix** : Présenter les tarifs de manière transparente, incluant les taxes éventuelles.

#### **7. Sécurité numérique**

AIMY doit respecter les normes de cybersécurité :

* Certification HTTPS pour le chiffrement des échanges.
* Audit régulier des failles de sécurité.
* Plan de continuité en cas de cyberattaque.

### 

### 

### **Conclusion**

Ces dispositions assurent la conformité légale et renforcent la confiance des utilisateurs. Le non-respect de ces obligations pourrait entraîner des sanctions financières et juridiques importantes, notamment en cas de violation du RGPD ou de non-conformité avec les lois françaises.

Pour finaliser le dossier, il est conseillé d’avoir une assistance juridique et de collaborer avec un expert en cybersécurité et un hébergeur agréé HDS.